



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES












MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**Prestations de relations presse dans le domaine de
l'enseignement supérieur et de la recherche**

Institut polytechnique de Grenoble
DAFA / Service Achats
46 avenue Félix Viallet
38031 GRENOBLE Cedex 1

Pour la Direction de la communication

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Prestations de relations presse dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche
	Type de contrat	Accord-cadre composé d'une partie à prix forfaitaires et d'une partie à prix unitaires
	Nombre de lots	0
	Tranches optionnelles	Sans
	Clause sociale	Sans
	Clause environnementale	Sans
	Durée	Durée de la période initiale : 1 an
	Reconduction	Avec (3 reconductions)
	Prix	Pour les prestations principales : prix globaux et forfaitaires (DPGF ¹) Pour les prestations complémentaires : prix unitaires (BPU ²)
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

¹ DPGF : Décomposition des prix globaux et forfaitaires

² BPU : Bordereau des prix unitaires

SOMMAIRE

1.	Dispositions générales du contrat	5
1.1	Objet du contrat.....	5
1.2	Type d'accord-cadre.....	5
1.3	Lieux d'exécution :	5
1.4	Décomposition du contrat.....	5
2.	Pièces contractuelles	5
3.	Durée et délais d'exécution	6
3.1	- Durée du contrat	6
3.2	Délais d'exécution	6
3.3	Reconduction	6
4.	Prix	7
4.1	Caractéristiques des prix pratiqués	7
4.2	Modalités de variation des prix	7
4.3	Modalités d'application	8
4.4	Règle d'arrondis	8
4.5	Clause de sauvegarde	8
5.	Régime financier applicable	9
5.1	Garantie financière.....	9
5.2	Avance	9
5.3	Modalités de versement de l'avance	9
5.4	Modalités de remboursement de l'avance	9
5.5	Échéancier de paiement.....	10
6.	Modalités de règlement des comptes	10
6.1	Acomptes et paiements partiels définitifs.....	10
6.2	Présentation des demandes de paiement	10
6.3	Dispositions applicables en matière de facturation électronique.....	11
6.4	Paiement des cotraitants.....	12
6.5	Paiement des sous-traitants	12
6.6	Délai global de paiement.....	13
7.	Conditions particulières d'exécution des prestations	13
7.1	Interlocuteur chargé de la mise en place et de l'exécution de l'accord-cadre	13
7.2	Conditions d'attribution des bons de commande	13
7.3	Notification par le biais du profil d'acheteur	14
7.4	Processus de remplacement d'une personne nommément désignée	14
7.5	Moyens mis à la disposition du titulaire :	15
7.6	Protection de l'environnement, sécurité et santé	15
8.	Constatation de l'exécution des prestations	15
8.1	Délai de vérifications	15
8.2	Décision après vérification	16
8.2.1	Admission.....	16
8.2.2	Ajournement	16
8.2.3	Réfaction	16
8.2.4	Rejet.....	16
8.2.5	Vérification périodique de l'exécution des prestations.....	17
8.2.6	Forme des livrables	17
9.	Autres conditions particulières d'exécution des prestations	17
9.1	Représentation du titulaire	17
9.2	Obligations du titulaire.....	17
9.2.1	Obligation de confidentialité.....	17
9.2.2	Protection des données à caractère personnel	19
9.2.3	Audit de sécurité.....	19

9.2.4	Mesures de sécurité	19
9.2.5	Obligation d'information relative au titulaire	20
9.2.6	Obligation de conseil	20
9.2.7	Obligation d'information	20
9.2.8	Destruction des données	20
9.2.9	Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail.....	20
9.2.10	Obligation du titulaire en cas de groupement d'opérateurs économiques et/ou de sous-traitance	21
9.3	Responsabilité et assurance	21
9.3.1	Responsabilité	21
9.3.2	Assurance	21
10.	Droit de propriété intellectuelle	21
11.	Pénalités	22
11.1	Dispositions générales d'application.....	22
11.2	Pénalités de retard pour non-transmission des pièces financières révisées	22
11.3	Pénalités de retard	22
11.4	Pénalité pour non-respect de la protection des données à caractère personnel	23
11.5	Pénalité pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité	23
11.6	Pénalité relative à la sous-traitance.....	23
11.7	Pénalité pour travail dissimulé.....	23
12.	Modification de l'accord-cadre.....	24
12.1	Dispositions générales	24
12.2	Cession de l'accord-cadre	24
12.3	Évolutions réglementaires	24
12.4	Clause de réexamen	24
12.4.1	Dispositions générales	24
12.4.2	En cas d'augmentation du nombre de composantes de Grenoble INP - UGA.....	25
12.4.3	En cas de réduction du nombre de composantes de Grenoble INP - UGA.....	26
12.4.4	En cas de circonstances imprévisibles affectant significativement les conditions d'exécution de l'accord-cadre	27
13.	Suspension des prestations	27
13.1	Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles rendant temporairement impossible la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre	27
14.	Résiliation du contrat.....	28
14.1	Conditions de résiliation de l'accord-cadre	28
14.2	Redressement ou liquidation judiciaire	28
15.	Règlement des litiges et langues.....	29
16.	Dérogations.....	29
17.	Annexe RGPD	30

1. Dispositions générales du contrat

1.1 Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent les prestations de relations presse au profit de l'Institut polytechnique de Grenoble (Grenoble INP - UGA), pour la Direction de la communication.

1.2 Type d'accord-cadre

Le présent contrat est un accord-cadre avec un montant annuel maximum de 90 000 € HT par an, soit un montant total maximum de 360 000 € HT reconductions comprises. Il fixe toutes les conditions d'exécution des prestations qui se composent de prestations principales et de prestations complémentaires telles que décrites au CCTP.

Cet accord-cadre est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6 à 2162-14 du code de la commande publique, et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

1.3 Lieux d'exécution :

Les prestations sont à exécuter en France métropolitaine.

1.4 Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

2. Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP),
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) - Arrêté du 30 mars 2021,
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) des prestations principales,

- Le bordereau des prix unitaires (BPU) des prestations complémentaires,
- Le cadre de mémoire technique du titulaire et ses annexes,
- Les bons de commande,

Toute clause de l'offre du titulaire (dont les conditions générales de vente) qui serait contraire aux dispositions des pièces constitutives du présent accord-cadre est réputée non écrite.

3. Durée et délais d'exécution

3.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'1 an, renouvelable 3 fois.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat, c'est-à-dire à l'accusé réception par le titulaire des pièces contractuelles de l'accord-cadre.

3.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations principales sont fixés en début de contrat dans un planning prévisionnel décrit à l'article 5 du CCTP.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations complémentaires sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

3.3 Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est d'1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par l'acheteur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de la période en cours d'exécution. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

4. Prix

4.1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées selon les stipulations de l'acte d'engagement par application :

- de prix forfaitaires pour les prestations principales ;
- de prix unitaires pour les prestations complémentaires.

4.2 Modalités de variation des prix

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-PI, la date d'établissement du prix initial correspond au mois de la date limite de remise des offres par le titulaire appelé « mois zéro ». Ainsi, le prix est réputé établi sur la base des conditions économiques de ce « mois zéro ».

Les prix forfaitaires et les prix unitaires sont révisés à chaque date anniversaire de l'accord-cadre, par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient C_n donné par la formule :

$C_n = \text{Index (n)} / \text{Index (n-1)}$

Ainsi le prix révisé est le suivant :

$P(n) = P(n-1) \times C_n$

avec :

- C_n : coefficient d'actualisation.
- $P(n)$: le prix révisé
- $P(n-1)$: le prix lors la période précédente ; avec $P(0)$ = le prix initial inscrit dans l'acte d'engagement
- n : mois de révision des prestations.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois (n).
- Index ($n-1$) : valeur de l'index de référence l'année précédente ; pour la première révision, l'Index (0) est la valeur de l'index de référence au mois zéro.

L'index de référence, publié par l'INSEE, est l'index 010546310 « Indice des prix de production des services français pour l'ensemble des marchés (BtoAll) – CPF 63.91 – Services des agences de presse - Prix de base – Base 2015 - Identifiant 010546310

Lorsqu'une révision est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, la révision définitive, calculée sur la base de la valeur finale

de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

Les prix ainsi obtenus sont fermes pour la période annuelle concernée.

4.3 Modalités d'application

L'application de la révision des prix de l'accord-cadre, conformément aux dispositions du présent article, s'applique selon les modalités suivantes :

- 1° Le titulaire procède à la révision de ses prix selon les stipulations de l'accord-cadre.
- 2° Il adresse par courriel à l'établissement ses pièces financières révisées, au plus tard un mois avant la date-anniversaire de la notification de l'accord-cadre.
- 3° L'acheteur vérifie la régularité des calculs opérés par le titulaire.
- 4° Les nouveaux prix révisés deviennent applicables à compter de la date anniversaire de l'accord-cadre.

La transmission des pièces financières révisées incombe au titulaire et des pénalités de retard sont prévues pour tout manquement du titulaire à cette obligation (cf. article 11 du présent CCAP).

4.4 Règle d'arrondis

Après mise en œuvre de la formule, les prix révisés sont arrondis, par excès ou par défaut, à la deuxième décimale :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale reste inchangée (arrondi par défaut)
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès)

4.5 Clause de sauvegarde

Si l'augmentation des prix résultant de la révision est supérieure à 6%, l'acheteur se réserve la possibilité de résilier le présent contrat sans que le titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

5. Régime financier applicable

5.1 Garantie financière

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

5.2 Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG-PI.

Au moment de la notification, une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande.

Dans le cadre d'une PME, lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 30% du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande.

Conformément à l'article R. 2191-6 du code de la commande publique, lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, le montant initial du marché est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Conformément à l'article R. 2191-9 du code de la commande publique, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation des prix.

Conformément à l'article R. 2191-5 du code de la commande publique, le titulaire du marché peut refuser le versement d'une avance.

5.3 Modalités de versement de l'avance

Le versement de l'avance ne nécessite pas l'émission d'une facture par le titulaire.

5.4 Modalités de remboursement de l'avance

Conformément à l'article R.2191-11 du Code de la commande publique, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant TTC du marché.

Conformément à l'article R.2191-12 du Code de la commande publique, lorsque le montant de l'avance est inférieur à 80 % du montant TTC du marché, son remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant TTC du marché.

5.5 Échéancier de paiement

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI. Le paiement sera échelonné trimestriellement sur présentation d'une facture.

6. Modalités de règlement des comptes

6.1 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Pour les prestations principales, des acomptes sont versés au fur et à mesure de l'avancement des prestations, sur la base de factures établies trimestriellement par le titulaire et précisant l'état d'avancement des prestations.

Pour les prestations complémentaires, le règlement des prestations est effectué sur la base de chaque bon de commande après achèvement complet des prestations commandées (ou par acompte si le délai d'exécution du bon dépasse 3 mois).

Chaque bon de commande fait l'objet d'un paiement partiel définitif.

6.2 Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement sont présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-PI et sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- 1° le numéro du marché et du bon de commande ;
- 2° la date d'exécution des prestations ;
- 3° le montant des prestations admises, révisé selon les cas, hors TVA ;
- 4° le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients d'actualisation ou de révision des prix ;
- 5° les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 6° le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- 7° la date de facturation ;
- 8° en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;

9° en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

6.3 Dispositions applicables en matière de facturation électronique

Conformément à l'article 11.8 du CCAG-PI, lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est tenu, en application du Code de la commande publique, de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique, il les transmet selon les modalités énoncées ci-dessous.

Les demandes de paiement doivent parvenir par voie électronique via **Chorus pro** (<https://chorus-pro.gouv.fr/>).

Le numéro de SIRET qui identifie le destinataire de la facture est le :

193 819 125 00017

Le numéro d'engagement est le numéro du bon de commande financier issu du logiciel "SIFAC".

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés et des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire HT des produits livrés, des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total HT et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du Code de commerce.

Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail public de facturation Chorus Pro.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail public de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

6.4 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

6.5 Paiement des sous-traitants

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, sont payées dans les conditions financières prévues par le présent CCAP.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'acheteur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire dans un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

6.6 Délai global de paiement

Les sommes dues au titulaire sont payées dans un délai global de 30 jours.

Ce délai court à compter de la date de réception des demandes de paiement ou de la date d'admission des prestations dans le cas où la date de réception de la demande de paiement est antérieure à cette date d'admission.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7. Conditions particulières d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Le contrat s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon, ou à la date indiquée par celui-ci le cas échéant.

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 3 mois.

7.1 Interlocuteur chargé de la mise en place et de l'exécution de l'accord-cadre

Le titulaire désigne un interlocuteur chargé de la mise en place et de l'exécution de l'accord-cadre. Celui-ci doit répondre aux sollicitations de l'acheteur pour la mise en place de l'accord-cadre et pour un suivi périodique des prestations, ou ponctuelles en cas de défaillance.

7.2 Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au fur et à mesure des besoins.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés, le cas échéant, aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par l'acheteur ou son représentant habilité, par la directrice de la communication ou par la directrice adjointe de la communication peuvent être honorés par le titulaire.

7.3 Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception, notamment par le biais du profil d'acheteur PLACE (Place des achats de l'État).

7.4 Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

Le titulaire propose à l'acheteur un remplaçant et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae dans un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de l'information mentionnée à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par l'acheteur si celui-ci ne le récusé pas dans le délai de trente jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent.

Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par l'acheteur est motivée.

Les informations, avis, propositions et décisions de l'acheteur sont notifiés par le biais du profil d'acheteur.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

7.5 Moyens mis à la disposition du titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, l'acheteur peut mettre à la disposition du titulaire des moyens nécessaires à l'exécution du contrat.

Cette mise à disposition se fait sans transfert de propriété au profit du titulaire.

Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 17 du CCAG-PI.

7.6 Protection de l'environnement, sécurité et santé

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

8. Constatation de l'exécution des prestations

8.1 Délai de vérifications

Les livrables sont validés par la Direction de la communication de Grenoble INP - UGA

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies sont effectuées dans un délai de 15 jours .

Pour les vérifications effectuées dans les établissements de l'acheteur, le point de départ du délai est la date de remise par le titulaire, ou de livraison, des prestations à l'acheteur.

Pour les vérifications effectuées dans les établissements du titulaire ou tout autre lieu désigné dans les documents particuliers de l'accord-cadre, le point de départ du délai est

la date à laquelle le titulaire notifie à l'acheteur que les prestations sont prêtes à être vérifiées.

Le délai de vérification court à partir de cette date.

8.2 Décision après vérification

À l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

8.2.1 Admission

Par dérogation aux articles 28.2 et 29.1 du CCAG-PI, au-delà d'un délai de 15 jours, la prestation est réputée tacitement admise par l'acheteur.

8.2.2 Ajournement

Si la prestation ne peut être admise que moyennant certaines mises au point, l'acheteur peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée.

Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point dans le délai indiqué par ce dernier à compter de la notification par courriel de la décision d'ajournement.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans le délai précisé par l'acheteur dans la décision motivée.

En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter.

Le silence de l'acheteur au-delà du délai indiqué au titulaire dans la décision initiale d'ajournement vaut décision de rejet des prestations.

8.2.3 Réfaction

Lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Cette décision doit être motivée.

Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

8.2.4 Rejet

Lorsque l'acheteur estime que les prestations ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée.

Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire ait été mis à même de présenter ses observations.

Par dérogation à l'article 29.4.2. du CCAG-PI, en cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau les prestations si et seulement si les délais d'exécution le permettent et restent cohérents.

8.2.5 Vérification périodique de l'exécution des prestations

Tout au long de l'exécution de sa prestation, le titulaire de l'accord-cadre rend compte de l'avancée de ses travaux, à travers la remise de rapports d'activité et de plannings rédactionnels (cf. articles 2.3 et 2.6 du CCTP).

8.2.6 Forme des livrables

Le titulaire remet tous les livrables susceptibles de lui être demandés sous format dématérialisé modifiable (traitement de texte, tableur...).

9. Autres conditions particulières d'exécution des prestations

9.1 Représentation du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne la ou les personnes physiques habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché, conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-PI.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

9.2 Obligations du titulaire

Conformément au CCAG-PI, des obligations incombent au titulaire. Certaines sont précisées ci-après de manière non exhaustive.

9.2.1 Obligation de confidentialité

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution de l'accord-cadre ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations de l'accord-cadre ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Pour l'exécution du contrat, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

9.2.2 Protection des données à caractère personnel

Cf. article 17 du présent CCAP.

9.2.3 Audit de sécurité

L'acheteur peut effectuer ou faire effectuer un audit de sécurité auprès du titulaire ou le cas échéant de ses sous-traitants afin de s'assurer de la prise en compte effective du niveau de sécurité requis par l'acheteur.

Le titulaire est informé 15 jours à l'avance (date de l'audit, modalités financières pour l'acheteur et le titulaire, etc.).

L'acheteur, ou l'organisme mandaté à cette fin, peut, pendant une période de six mois à compter du terme de l'exécution du marché ou de sa résiliation, exercer un contrôle dans les locaux du titulaire et, le cas échéant, dans ceux de ses sous-traitants afin de vérifier que les dispositions en matière de destruction des données ont été effectivement appliquées.

9.2.4 Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières sont indiquées par l'acheteur dans les documents particuliers de l'accord-cadre. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce fait, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les deux conditions suivantes soient remplies :

- les informations ne lui ont été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre ;
- il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Par ailleurs, le titulaire sensibilise son personnel intervenant dans le cadre des prestations à l'ensemble des mesures de sécurité définies par l'acheteur ou s'imposant à ce dernier, et veille à ce que son personnel respecte les stipulations du présent marché concernant la sécurité.

9.2.5 Obligation d'information relative au titulaire

Si des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire surviennent en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de le notifier sans délai à l'acheteur conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-PI.

9.2.6 Obligation de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde relative aux prestations réalisées pour l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence pour s'exonérer de ses obligations contractuelles. Le titulaire est astreint à un devoir de mise en garde sur tous les aspects techniques et organisationnels qu'il a à fournir. Cela concerne également les aspects normatifs et réglementaires. Le titulaire est appelé à être force de proposition.

9.2.7 Obligation d'information

Il appartient au titulaire de mettre en garde l'acheteur contre toute difficulté qu'il pourrait percevoir et d'assurer toutes les actions utiles à la bonne fin de sa mission. Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

Le titulaire s'engage à rester à la disposition de l'acheteur pendant toute la durée de l'exécution de l'accord-cadre afin de répondre à toute question, par mail et téléphone.

9.2.8 Destruction des données

Au terme de l'exécution de l'accord-cadre ou en cas de résiliation, le titulaire restitue sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai de trois mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

9.2.9 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois, règlements et conventions collectives relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Le titulaire doit être en mesure de justifier du respect de ces obligations, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

9.2.10 Obligation du titulaire en cas de groupement d'opérateurs économiques et/ou de sous-traitance

Les obligations du titulaire en cas de groupement d'opérateurs économiques et/ou de sous-traitance sont définies aux articles 3.5 et 3.6 du CCAG-PI.

En cas de sous-traitance, le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission à l'ensemble des obligations énoncées au présent article 9.2. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants. Il reste responsable du respect de ces obligations.

9.3 Responsabilité et assurance

9.3.1 Responsabilité

Le titulaire est responsable du gardiennage, de la conservation, de l'entretien et de l'emploi des moyens qui lui sont confiés, dès que ceux-ci ont été mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en user qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

Les matériels, équipements, locaux mis à la disposition du titulaire par l'acheteur ne peuvent être utilisés qu'aux fins et dans les limites prévues dans l'accord-cadre.

De même, le titulaire est responsable en totalité des dommages et accidents - de quelque nature que ce soit - à l'égard des biens et des personnes, causés par la réalisation des prestations ou les modalités de leur exécution.

9.3.2 Assurance

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 10.2 du CCAG-PI, le titulaire fournit l'attestation de responsabilité civile sur demande expresse de l'acheteur.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

10. Droit de propriété intellectuelle

Les dispositions du chapitre 6 du CCAG-PI s'appliquent intégralement.

Ainsi, la cession des droits de propriété intellectuelle tels qu'énumérés à l'article 35.2.1 du CCAG-PI est consentie à titre non exclusif sauf, compte tenu de leurs spécificités, les résultats ayant pour objet d'identifier l'acheteur, de promouvoir ses produits ou services et

ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

11. Pénalités

11.1 Dispositions générales d'application

Tout manquement du titulaire à ses obligations donne lieu à l'application de pénalités.

Par dérogation à l'alinéa 2 de l'article 14.1.1 du CCAG-PI, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, toute pénalité quel qu'en soit le montant peut être exigée.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Les titulaires sont donc intégralement redevables de leurs obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Ils ne sauraient se considérer comme libérés de leurs obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle. Les différents types de pénalités ne sont pas exclusifs les uns des autres et peuvent être cumulés. Le montant cumulé de toutes les pénalités encourues par le titulaire sera défalqué directement par l'acheteur du montant des factures présentées par le titulaire.

11.2 Pénalités de retard pour non-transmission des pièces financières révisées

En cas de retard dans la transmission des pièces financières révisées mentionnées à l'article 4.3 du présent CCAP, le titulaire encourt une pénalité de 30 € par semaine de retard à partir du lendemain de la date à laquelle il aurait dû les transmettre.

11.3 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, si du seul fait du titulaire, le délai d'exécution contractuel est dépassé, celui-ci encourt des pénalités de retard, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré. Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, ces pénalités de retard sont calculées selon la formule suivante :

$P = V \times R / 500$ dans laquelle :

P représente le montant de la pénalité ;

V représente la valeur totale du bon de commande ;

R = le nombre de jours de retard.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant HT du bon de commande.

11.4 Pénalité pour non-respect de la protection des données à caractère personnel

En cas de méconnaissance de la réglementation applicable en matière de respect de la protection des données à caractère personnel et/ou des stipulations de l'accord-cadre relatives à la protection des données à caractère personnel, le titulaire encourt une pénalité de 500 €.

11.5 Pénalité pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité prévues au présent marché, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- Pour non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- Pour non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

Pour rappel, en cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

11.6 Pénalité relative à la sous-traitance

En cas d'absence de communication du contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants, dans un délai de 15 jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par l'acheteur, le titulaire encourt une pénalité égale à 1% du montant HT du marché, éventuellement modifiés, ou, à défaut, du montant HT du bon de commande concerné. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

11.7 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

12. Modification de l'accord-cadre

12.1 Dispositions générales

L'acheteur se réserve la possibilité de modifier l'accord-cadre conformément aux articles R.2194-2 à R.2194-9 du Code de la commande publique.

12.2 Cession de l'accord-cadre

Le titulaire ne peut céder ou transférer tout ou partie de l'accord-cadre (y compris dans le cas d'une fusion, apport partiel d'actifs, ou acquisition de sociétés ou toute opération similaire) sans le consentement préalable écrit à l'acheteur. La demande doit être adressée à l'adresse suivante : marches@grenoble-inp.fr . De convention expresse, le changement de contrôle du titulaire est assimilé à une cession, et emporte les mêmes obligations et conséquences. Dans tous les cas, toute modification affectant le titulaire est impérativement, et sans délai, portée à la connaissance de l'acheteur via l'adresse suivante : marches@grenoble-inp.fr Le titulaire fournit, le cas échéant, les justificatifs appropriés mentionnant le changement.

12.3 Évolutions réglementaires

L'accord-cadre est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation. Si, à la suite d'une évolution de la réglementation applicable, une modification des prestations s'avérerait nécessaire, les parties conviennent de se rapprocher pour étudier ensemble les modalités et conditions auxquelles ces modifications peuvent être prises en compte. En cas de modifications mineures, le titulaire s'engage à chercher à les réaliser sans supplément de prix. Dans tous les cas et sous réserve qu'elles ne bouleversent pas l'économie générale de l'accord-cadre ou n'en modifient pas l'objet, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties contractantes.

12.4 Clause de réexamen

12.4.1 Dispositions générales

L'accord-cadre peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen, dont des clauses de variation du prix ou d'options claires, précises et sans équivoque.

Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage.

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

À compter de la date de réception de la demande, la partie destinatrice dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas définis ci-après.

12.4.2 En cas d'augmentation du nombre de composantes de Grenoble INP - UGA

En cas d'élargissement de l'Institut polytechnique de Grenoble (Grenoble INP - UGA), l'intégration de nouvelles structures peut avoir pour effet d'élargir la stratégie des relations avec la presse.

Ainsi, à l'occasion de l'intégration de nouvelles composantes de formation, de nouvelles plateformes de formation et recherches ou de nouvelles composantes de recherche laboratoires, le pouvoir adjudicateur peut procéder par avenant à la modification du présent accord-cadre.

Les modifications envisagées par la présente clause de réexamen peuvent être :

- l'ajout de nouvelles prestations principales dans la DPGF ;
- l'ajout de nouvelles prestations complémentaires dans le BPU ;

- l'ajout de nouvelles prestations dans la DPGF et dans le BPU.

Sur demande écrite du pouvoir adjudicateur, le titulaire est tenu de fournir les prix et les justificatifs de prix pour les nouvelles prestations.

Si les prix proposés par le titulaire conviennent à l'acheteur, les prix acceptés sont notifiés par avenant et, sauf indication contraire, sont établis sur les mêmes bases que les prix de l'accord-cadre, à savoir des prix forfaitaires pour de nouvelles prestations principales et des prix unitaires pour de nouvelles prestations complémentaires.

Si les prix proposés par le titulaire ne conviennent pas à l'acheteur, celui-ci propose, en premier lieu, de trouver un accord amiable avec le titulaire.

En cas de désaccord persistant, celui-ci est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 43 du CCAG-PI.

12.4.3 En cas de réduction du nombre de composantes de Grenoble INP - UGA

En cas de réduction du nombre de composantes de l'Institut polytechnique de Grenoble (Grenoble INP - UGA), cela peut avoir pour effet de modifier la stratégie des relations avec la presse.

Ainsi, à l'occasion de la disparition de composantes de formation, de plateformes de formation et recherches ou de composantes de recherche laboratoires, le pouvoir adjudicateur peut procéder par avenant à la modification du présent accord-cadre.

Les modifications envisagées par la présente clause de réexamen peuvent être :

- la suppression et/ou la modification des quantités pour certaines prestations principales dans la DPGF ;
- et/ou la suppression de certaines prestations complémentaires dans le BPU ;

Sur demande écrite du pouvoir adjudicateur, le titulaire est tenu de fournir les prix et les justificatifs de prix pour les nouvelles prestations.

Si les prix proposés par le titulaire conviennent à l'acheteur, les prix acceptés sont notifiés par avenant et, sauf indication contraire, sont établis sur les mêmes bases que les prix de l'accord-cadre, à savoir des prix forfaitaires pour de nouvelles prestations principales et des prix unitaires pour de nouvelles prestations complémentaires.

Si les prix proposés par le titulaire ne conviennent pas à l'acheteur, celui-ci propose, en premier lieu, de trouver un accord amiable avec le titulaire.

En cas de désaccord persistant, celui-ci est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 43 du CCAG-PI.

12.4.4 En cas de circonstances imprévisibles affectant significativement les conditions d'exécution de l'accord-cadre

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire est tenu de demander, en temps utile, qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre à l'acheteur d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix de l'accord-cadre.

Les surcoûts pris en charge par l'acheteur peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers de l'accord-cadre ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

13. Suspension des prestations

13.1 Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles rendant temporairement impossible la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur.

Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder 15 jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de

constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

À défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché ou l'accord-cadre et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 43 du CCAG-PI.

14. Résiliation du contrat

14.1 Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies au chapitre 7 du CCAG-PI.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par l'acheteur, le titulaire ne perçoit aucune indemnisation par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI.

L'acheteur peut également faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements produit à l'appui de sa candidature ou de refus de produire les pièces prévues à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est résilié aux torts du titulaire.

14.2 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

L'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15. Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

16. Dérogations

Dans le silence des documents particuliers du présent accord-cadre, le CCAG-PI s'applique.

Cependant, des clauses du présent CCAP dérogent au CCAG-PI. L'élément de la clause qui déroge au CCAG-PI est souligné dans les articles suivants :

- ✓ L'article 4.2 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG-PI
- ✓ L'article 8.1 du CCAP déroge à l'article 28.2 du CCAG-PI
- ✓ L'article 8.2.1 du CCAP déroge aux articles 28.2 et 29.1 du CCAG-PI
- ✓ L'article 8.2.4 du CCAP déroge à l'article 29.4.2 du CCAG-PI
- ✓ L'article 9.3.2 du présent CCAP déroge à l'article 10.2 du CCAG-PI
- ✓ L'article 11.1 du présent document déroge aux articles 14.1.3 et 14.1.1 alinéa 2 du CCAG-PI
- ✓ L'article 11.2 du présent document déroge à l'article 14.1.1 du CCAG-PI
- ✓ L'article 14.1 déroge à l'article 40 du CCAG-PI.

17. Annexe RGD

ANNEXE RELATIVE À L'APPLICATION DU RÈGLEMENT EUROPÉEN SUR LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES ET À L'OBLIGATION DE SÉCURISATION DES DONNÉES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après « le règlement européen sur la protection des données »).

Responsable de traitement

Nom et fonction : Vivien Quéma, administrateur général de Grenoble INP

Adresse : 46 avenue Félix Viallet 38031 Grenoble Cedex 1 - France

Coordonnées de la personne de contact : DPO@grenoble-inp.fr

Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour assurer la sous-traitance d'un service en lien avec la prestation suivante :

Relations presse dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Les opérations réalisées sur les données sont la collecte, la consultation, la modification, l'import/export, les copies temporaires, la sauvegarde, la restauration, la récupération et autres usages liés aux obligations de reporting au profit de l'Institut polytechnique de Grenoble (Grenoble INP - UGA), pour la Direction de la communication.

La finalité du traitement est la réalisation de prestations de **Relations presse dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche** sur le territoire de la France métropolitaine, pour la Direction de la communication.

Pour l'exécution des prestations, objet du présent contrat, le responsable de traitement met à la disposition du sous-traitant les coordonnées professionnelles des intervenants de l'Institut polytechnique de Grenoble (Grenoble INP - UGA) ainsi que celles des personnes désignées pour la Direction de la communication.

Durée du contrat

La durée du contrat est indiquée à l'article 3.1 du présent CCAP.

Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable du traitement

Le sous-traitant s'engage à traiter les données uniquement pour la seule finalité qui fait l'objet de la sous-traitance et à garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.

Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage notamment à :

- ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;

- prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données traitées dans le cadre du présent marché ;
- prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché ;
- mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données ;
- mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés ;
- mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données ;
- restituer l'intégralité des données exigées par l'Institut polytechnique de Grenoble (Grenoble INP - UGA) puis détruire l'ensemble des données de l'Institut polytechnique de Grenoble (Grenoble INP - UGA) détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché ;
- mettre à la disposition de l'Institut polytechnique de Grenoble (Grenoble INP - UGA) les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par l'Institut polytechnique de Grenoble (Grenoble INP - UGA).